



Entourage Quand est prise cette photo, à la fin de l'année 1942, Mitterrand travaille encore pour Vichy au Commissariat général au reclassement des prisonniers de guerre. Selon son biographe Michel Winock, il « devient chef adjoint au service des relations avec la presse pour la zone non occupée. Il rédige alors des articles, s'occupe d'un bulletin de liaison, prononce quelques conférences, prend part un moment à des émissions sur la Radio nationale ».

LES PREMIÈRES ARMES DU RÉSISTANT FRANÇOIS MITTERRAND

À Londres, le 26 novembre 1943, celui qui se fait appeler Morland dresse un réquisitoire contre un certain Michel Cailliau, neveu du général de Gaulle. En jeu : la direction du mouvement de résistance des prisonniers de guerre.

Par Hugues Demeude

Le dossier n° 8395 consacré à François Mitterrand et conservé au SHD dans les archives secrètes de la Seconde Guerre mondiale se révèle fort mince. La chemise cartonnée de couleur rose qui le concerne ne contient que bien peu d'éléments. Les deux documents principaux qu'elle conserve fournissent néanmoins un éclairage instructif sur les voyages effectués dans la clandestinité par celui qui se fait alors appeler alors Morland : d'abord à Londres le 16 novembre 1943, puis à Alger, qu'il a rejoint au départ de la capitale anglaise le 3 décembre 1943 pour y rencontrer le général de Gaulle.

La première archive est une lettre datée du 26 novembre 1943 intitulée : « Note au sujet du mouvement de résistance des prisonniers de guerre et ses rapports avec Michel Charette », pseudonyme de Michel Cailliau, neveu direct par sa mère du chef de la France libre. Quand il rédige cette note dactylographiée Mitterrand est arrivé à Londres depuis dix jours. À 27 ans, et en quelques mois seulement, ce jeune catholique

de droite natif de Jarnac, pétainiste comme son père, vient de basculer dans la clandestinité. Comment a-t-il traversé la guerre pour en arriver là ? Comment est-il passé du rôle d'auxiliaire du régime de Vichy à celui de résistant organisateur d'un réseau secret ?

UNE BIEN ÉTRANGE COLLABORATION

Mobilisé en 1939, il est aux avant-postes dans la Meuse quand l'armée allemande lance ses attaques le 10 mai 1940. Quatre jours plus tard, devant Verdun, il est blessé par un éclat d'obus. Évacué dans un hôpital militaire, il est capturé par les Allemands puis envoyé dans un camp de prisonniers, comme près de deux millions de soldats français. En décembre 1941, après une année et demie de détention et deux tentatives d'évasion infructueuses, il parvient à fuir. Mitterrand gagne alors Vichy en 1942 pour servir Pétain et sa « Révolution nationale ». Pas de traces dans le dossier des archives nationales de cette année 1942, durant laquelle il collabore au Commissariat général au reclassement des prisonniers de guerre. Mais là où Laval, le chef du gouvernement de Vichy, fait en sorte d'échanger

8395

alias MONIER François Camille

des prisonniers retenus par les Allemands contre des ouvriers français à envoyer outre-Rhin, Mitterrand et ses collègues décident d'organiser des filières d'évasion et de fabriquer de faux papiers.

Progressivement, il se détourne des vichystes au profit des réseaux résistants. À commencer par celui d'Antoine Mauduit à l'été 1942, qui structure un maquis dans les Alpes. Mitterrand finit par démissionner du Commissariat en janvier 1943. Peu après, il est décoré néanmoins de la francisque, distinction honorifique synonyme de tache sombre renvoyant à son adhésion au régime de Vichy. Ironie de l'Histoire, il la reçoit au moment où la bascule est pour lui en train de s'opérer. En mars 1943, Mitterrand rencontre ainsi à Mâcon Henri Frenay, le chef du mouvement Combat, qui l'adoue comme organisateur d'un réseau de prisonniers de guerre.

Il passe alors dans la clandestinité sous le nom de Monier mais aussi Morland, avec pour pseudonyme Purgon. Sous la menace de la Gestapo et de la Milice, il est envoyé à Londres le 16 novembre 1943 pour que son Mouvement de résistance des prisonniers de guerre soit officiellement reconnu par le Comité français de la libération nationale (CFLN), le gouvernement qui s'est établi à Alger le 3 juin 1943 et a pris la succession de la France libre.

L'ÉMERGENCE D'UN RÉSEAU ISSU DE VICHY

D'emblée, Mitterrand rappelle dans sa lettre pourquoi les évadés se sont spontanément regroupés dès leur retour d'Allemagne : « afin de se défendre contre les recherches de la police allemande, de s'entraider pour retrouver du travail, de faciliter l'évasion de leurs camarades demeurés en captivité et de participer de tout leur pouvoir à la lutte contre l'occupant ». Il signale également qu'ils sont très actifs dans la Résistance : « dans 52 départements, des groupes de 100 à 300 hommes, encadrés et divisés en douzaines, participaient aux opérations des éléments militaires et civils, locaux, de la Résistance ». Mitterrand précise dans sa lettre que c'est grâce à l'appui de Maurice Pinot, le commissaire aux prisonniers de guerre du régime de Vichy, qu'un réseau serré d'évadés a pu s'établir

– à travers « des centres d'entraide des prisonniers de guerre qui réunissent actuellement 180 000 hommes ». Autrement dit, Mitterrand, qui a œuvré sous les ordres de Pinot, se présente bel et bien comme un vichysto-résistant incontournable sur lequel les représentants du CFLN peuvent compter.

Sa lettre a aussi pour objectif d'empêcher Michel Caillau, alias Michel Charette, de prendre la direction de ce mouvement de résistance des prisonniers de guerre. *Un mano a mano* s'opère, dans lequel Mitterrand se montre très fin tacticien et habile écrivain : « Michel Charette n'est pas partie intégrante du Mouvement de résistance des prisonniers de guerre, son activité n'ayant été connue du comité directeur qu'en mars 1943 : il lui fut alors proposé de la mettre au service de l'ensemble [...]. Malheureusement, il s'avéra très vite que Michel Charette ne représentait que des groupes infimes, dont la plupart étaient déjà intégrés aux mouvements de résistance (Combat, surtout) et ne permettaient pas d'atteindre la masse des prisonniers de guerre. De plus, il prit très rapidement des positions personnelles qui menaçaient de disloquer l'unité du mouvement. Il fut donc jugé nécessaire de se séparer de lui, ce qui ne provoqua guère autre chose que son propre mécontentement. »

Mitterrand veut mettre son adversaire échec et mat lors de son voyage à Alger, qu'il anticipe dans la lettre : « Les entretiens que je compte avoir à Alger permettront, je l'espère, d'établir un programme d'action avec le commissaire Frenay, hors de ces difficultés peu importantes quant à la vie interne du mouvement mais qui risquent de créer à l'extérieur des situations équivoques. » C'est ce qui se produisit. Mitterrand rencontre de Gaulle lors de son séjour algérois entre le 3 décembre 1943 et le 2 janvier 1944, date de son retour pour Londres. Il lui est demandé de fusionner son Mouvement de résistance des prisonniers de guerre avec celui de Charette, dont les ambitions se trouvent déboutées. Première victoire d'un jeune homme dans son inexorable conquête du pouvoir.

De retour à Londres, Mitterrand piaffe d'impatience d'en découdre et d'aller partager avec

Le Commandant Beres - Le 26 Novembre, 1943.

Objet: le mouvement de Résistance des Prisonniers de Guerre et ses rapports avec Michel Charrette.

Le 16 novembre 1943, l'attaché militaire des États-Unis à Alger, M. Beres, a été informé par le Commandant Beres de la situation des Prisonniers de Guerre en Algérie. Il a été informé que le mouvement de Résistance des Prisonniers de Guerre est en train de se développer et que les Prisonniers de Guerre sont en train de se préparer à la libération de la France.

Le Commandant Beres a été informé que le mouvement de Résistance des Prisonniers de Guerre est en train de se développer et que les Prisonniers de Guerre sont en train de se préparer à la libération de la France.

La création du Mouvement de Résistance des Prisonniers de Guerre fut dans le but de réunir d'une façon unifiée les groupes des "eux-mêmes" et non pas seulement à la suite de l'activité qui est le titre d'office, d'un ou plusieurs hommes. Ce fait est important à souligner car il permet de mettre au point le cas de Michel Charrette. Un effet de Michel Charrette n'est pas partie intégrante du Mouvement de Résistance des Prisonniers de Guerre, son activité n'ayant été connue du Comité Directeur qu'en Mars 1943. Il lui fut alors proposé de le mettre au service de l'ensemble, lui-même étant introduit au sein de l'élément Directeur. Malheureusement il s'enfuit très vite que Michel Charrette ne représentait que des groupes isolés, sans la plupart d'eux être intégrés au Mouvement de Résistance "Spécial", surtout; et ne permettant pas d'atteindre la masse des Prisonniers de Guerre. De plus, il prit très rapidement des positions personnelles qui empêchèrent de dissoudre l'unité du mouvement. Il fut donc jugé nécessaire de se séparer de lui, de qui ne provoqua guère autre chose que son propre mécontentement. Le mouvement ignore d'ailleurs cette légère omission comme il ignorait également l'existence d'une formation parallèle. Il semblait inutile d'insister sur cet incident si Michel Charrette n'était apparu, grâce à ses relations, comme le représentant des Prisonniers de Guerre. Mais Frenay, les chefs de renseignements et un des membres du Comité Directeur des Prisonniers de Guerre, se il n'est pas le seul à avoir une certaine importance à l'organisation de Michel Charrette et cela n'aurait pas permis d'établir à un accord. Mais Michel Charrette vint à Londres et Alger, certainement facilité, mais surtout pas par le Mouvement des Prisonniers de Guerre. Tous confus en ce qui concerne l'histoire terminée en France de Charrette, avec son départ, fut regardé cette question. Les catholiques qui ne pouvaient venir à Alger permettant, le l'après-midi, d'établir un programme d'action avec le Commissaire Frenay, dans ce cas difficile, peu important quant à la vie interne du Mouvement mais qui risquent de créer, à l'extérieur, des situations équivoques.

Michel Charrette n'aurait pu faire un mouvement des Prisonniers de Guerre "son mouvement", appuyé sur Comité Directeur d'Alger trop peu "réaliste". Sans les données qu'a données le détail de votre activité, les camarades Prisonniers de Guerre qui ont plus souffert que tout autre pendant les mois et les années des services de l'ennemi seraient les premiers à nous retirer leur confiance et nous refuseraient de les engager dans le combat. Or le programme du Mouvement est simple, quel qu'il soit, nous nous référons uniquement à Michel Charrette d'embarrasser nos rapports avec la Résistance en se réclamant, au lieu d'un groupement vivant et réel, d'un mouvement fictif.

Comment régler la question? Nous offrons à quiconque en aura le pouvoir toutes les possibilités de contrôle. A l'heure actuelle nous n'avons rien de groupes se réclamant de Michel Charrette qu'à Paris, à Toulouse, Lyon, Périgueux, Paris et Rouen. A Paris et Toulouse les groupes sont solides et font pleine confiance à Michel Charrette. A Périgueux le groupe de six semaines vient de demander son rattachement à notre représentant départemental. A Lyon, il en est de même. A Paris il nous est difficile de savoir l'importance réelle du groupement, - peut-être une cinquantaine d'hommes à deux ou trois cents. Michel Charrette a établi des liens intéressants avec les organisations de réception des rapatriés de Compiègne. Il a enfin pu faire des contacts bien faits qui sont distribués aux nouveaux arrivants. Quant à son réseau des camps d'Allemagne aucune vérification n'est possible. Pour nous, nous offrons tout contrôle sur notre réseau qui s'étend à 20 camps sur les 30. Ce sur 20 c'est peu, c'est en tout pas plus sur qu'une plus forte proportion, qu'il nous serait également possible d'affirmer mais impossible de prouver.

Le grand saut Mitterrand s'envole pour Londres le 16 novembre 1943. Là, il rédige un rapport sur son mouvement résistant d'aide aux prisonniers. Discreditant son rival Michel Cailliau, le neveu du Général, l'ex-fonctionnaire de Vichy cherche surtout à obtenir la légitimité de Londres ou d'Alger.

ses compagnons d'armes cette reconnaissance qu'ils viennent d'obtenir. Cet aspect apparaît clairement dans une deuxième lettre que contient le dossier Mitterrand. Une note signée Henri Frenay, qui a été nommé commissaire aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés par le CFLN. Datée du 16 février 1944, rédigée à Londres, elle est adressée au gradé responsable de la logistique, qui n'est « pas sans savoir que mon camarade Monier attend son retour en France depuis le début du mois de janvier. Aux opérations de janvier comme à celles de février il n'a pas pu partir. [...] Étant donné les dispositions nouvelles qui ont été prises par le Comité d'action en France et qui prévoit l'unification des mouvements de résistance prisonniers et déportés, étant donné également la tâche que j'ai confié à Monier au titre de mon commissariat et sans laquelle la mission que m'a donnée le Comité de libération nationale risquerait de ne pouvoir être remplie, je vous demanderai de prendre toutes

dispositions pour que le départ de Monier bénéficie d'une priorité pour les opérations du mois de mars. »

François Mitterrand est rentré en France le 27 février 1944. Il prend la direction du mouvement unifié des prisonniers de guerre (appelé Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés), dont plusieurs membres sont arrêtés durant le printemps par la Gestapo. Le 19 août 1944, il participe à Paris à la libération du Commissariat aux prisonniers. Alexandre Parodi, le représentant du général de Gaulle, le choisit alors parmi les hommes chargés de gouverner le pays provisoirement à la Libération. Il devient quelque temps le commissaire général correspondant du ministère des Prisonniers, en attendant le retour à Paris d'Henri Frenay. Élu député de la Nièvre au sortir de la guerre, il devient un an après ministre des Anciens combattants en 1947. Le préambule d'une très longue carrière politique. ■